

**Problématique:** Comment concilier respect des accords de libre-échange de l'UE et respect de l'environnement dans la relance du commerce international de l'UE avec ses partenaires ?

**Comité:** Commerce et Industrie

**Pays :** Irlande

Avec le développement de la mondialisation, la politique commerciale européenne, prévue par le traité de Rome de 1957, a pris de l'ampleur à la fin des années 2000. Le développement de la stratégie du libre-échange, facilitant la circulation des biens et services sans restriction douanière entre les pays et en réduisant les barrières commerciales limitant le commerce international, peut paraître extrêmement efficace. En revanche, dans les pays industrialisés, ce libre échange pourrait également favoriser la dégradation des emplois et de la protection sociale en plus de la conduction à l'uniformisation culturelle. De plus, la pandémie a montré les limites d'une telle ouverture des relations commerciales des pays et en particulier de la délocalisation de certaines productions. Certes, les accords de libre échange réduisent les obstacles commerciaux entre deux pays, mais, dans plusieurs cas, ils négligent la question environnementale, notamment la destruction des écosystèmes forestiers ou la pollution maritime.

Proclamée le 24 avril 1916 puis reconnue indépendante depuis le 6 décembre 1921, l'Irlande est une république unitaire parlementaire dont les deux langues officielles sont l'irlandais et l'anglais. La vie politique de l'État d'Irlande s'inscrit dans le cadre d'un régime parlementaire.

De manière générale, l'adhésion du pays en 1973 à l'Union Européenne permet de diversifier ses partenaires commerciaux, de développer ses infrastructures et de connaître enfin un véritable essor économique à partir du milieu des années quatre-vingt-dix. La dépendance bilatérale entre la République d'Irlande et le Royaume-Uni a ainsi cédé la place à une interdépendance multilatérale au sein de l'Union européenne. Pays insulaire de l'Europe de l'Ouest, la république occupe une partie considérable de l'Île d'Irlande, au sein de l'Océan Atlantique nord. Le pays détient ainsi une position stratégique sur les principales routes aériennes et maritimes de l'Atlantique Nord entre l'Amérique du Nord. De surcroît, le PIB d'Irlande s'élève à 421.529 millions d'euros en 2021, avec une croissance de 13,5%. L'agriculture, autrefois le secteur le plus important, est maintenant dépassée par l'industrie, qui compte pour 38% du PIB. Bien que les exportations restent le premier moteur de la croissance robuste de l'Irlande, l'économie bénéficie également d'une augmentation des dépenses des consommateurs et d'un rétablissement des secteurs de la construction et de l'investissement. Membre de l'OCDE, Les principales importations de l'Irlande sont les avions, les matières biologiques, les médicaments, les machines automatiques de traitement de l'information, le pétrole, et les automobiles. Le pays exporte principalement des matières biologiques, des médicaments, des matières premières industrielles et des dispositifs médicaux. Les principaux partenaires commerciaux de l'Irlande sont l'Union européenne (le Royaume-Uni est le principal marché pour les importations et le quatrième pour les exportations, cependant, son retrait de l'UE relève plusieurs questions vis-à-vis des relations futures), les États-Unis, la Chine et la Suisse. La hausse récente des taux d'imposition des sociétés pourrait également inciter les multinationales à délocaliser. Selon l'OMC, en 2020, l'Irlande a exporté des biens d'une valeur totale record de 179,8 milliards USD, tandis qu'elle a importé des biens d'une valeur de 98,8 milliards USD.

L'Irlande manifeste une neutralité, faisant référence à sa politique suivie depuis 1930 visant à rester neutre dans les relations internationales. Historiquement, elle s'est notamment manifestée par le fait que l'Irlande n'a pas pris part à la Seconde Guerre mondiale et n'a jamais adhéré à l'OTAN, même si, durant la Guerre froide, le pays était anticommuniste et n'a pas rejoint le Mouvement des non-alignés. Après son adhésion à l'ONU en 1955, l'Irlande a toujours participé aux opérations de maintien de la paix. D'ailleurs, d'après le Conseil de Sécurité, "Aujourd'hui, l'Irlande est l'un des pays qui contribuent le plus aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies par habitant.". La candidature de l'Irlande au Conseil de Sécurité pour la période 2021–2022 Empathie/Partenariat/Indépendance renforcera son engagement auprès de l'ONU.

Le ministre de l'écologie encourage les investissements dans des véhicules électriques et la réduction des trajets car, d'après lui, le secteur des transports serait le plus difficile à faire évoluer. Dans la même optique, l'une des principales compagnies de voitures irlandaises a affirmé qu'elle n'achètera plus de véhicules diesel pour ses transports urbains et prévoit que 30 % de sa flotte n'engendrera plus d'émissions d'ici à 2025. En parallèle, des éoliennes devront être installées. Des changements dans l'industrie agro-alimentaire prendront plus de temps vu que ses produits comptent pour plus de 9,5% de la valeur des exportations et 7,1% de l'emploi, mais généralement, l'Irlande vise à changer l'alimentation de bétail et diminuer l'élevage des vaches laitières.

Quant aux solutions mises en place par le pays à l'aide du Conseil consultatif sur le changement climatique, l'Irlande a visé un programme de transition drastique. Un premier budget, de 2021 à 2025, prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 4,8 % par an, tandis que le second compte sur des réductions annuelles de 8,3 % sur la période 2026-2030, une fois que les investissements commenceront à faire effet. Aussi, avec sa loi sur le climat « Climate Act » adoptée en 2021, l'Irlande s'engage à obtenir la neutralité en gaz à effet de serre à l'horizon 2050 et à réduire les émissions d'au moins 50 % d'ici à 2030. Le pays s'est également fixé pour objectif de réduire les émissions de GES non couvertes par le marché du carbone européen de 30 % (rapport au niveau de 2005) avant 2030. Cela signifie que les émissions imputables aux transports, aux bâtiments et à l'agriculture doivent considérablement diminuer. Un signal plus fort doit être envoyé au niveau de la tarification du carbone pour encourager les entreprises et les ménages à agir. Enfin, les entreprises irlandaises sont soutenues par un écosystème R&D de classe mondiale et exercent aux côtés des plus grands noms de la technologie, de la biologie et des services financiers, domaines dans lesquels l'Irlande constitue un véritable hub. Le développement de ces entreprises est tel qu'elles se hissent aujourd'hui au niveau des leaders mondiaux, en effet, l'Irlande est un pays où les entrepreneurs sont profondément respectés et aspirent au succès à l'étranger.

En somme, la république d'Irlande, présentant une tendance politique europhile, souhaite la collaboration des autres pays dans le but de combattre les enjeux du respect des accords de libre-échange de l'UE et du respect de l'environnement dans la relance du commerce international de l'UE avec ses partenaires.